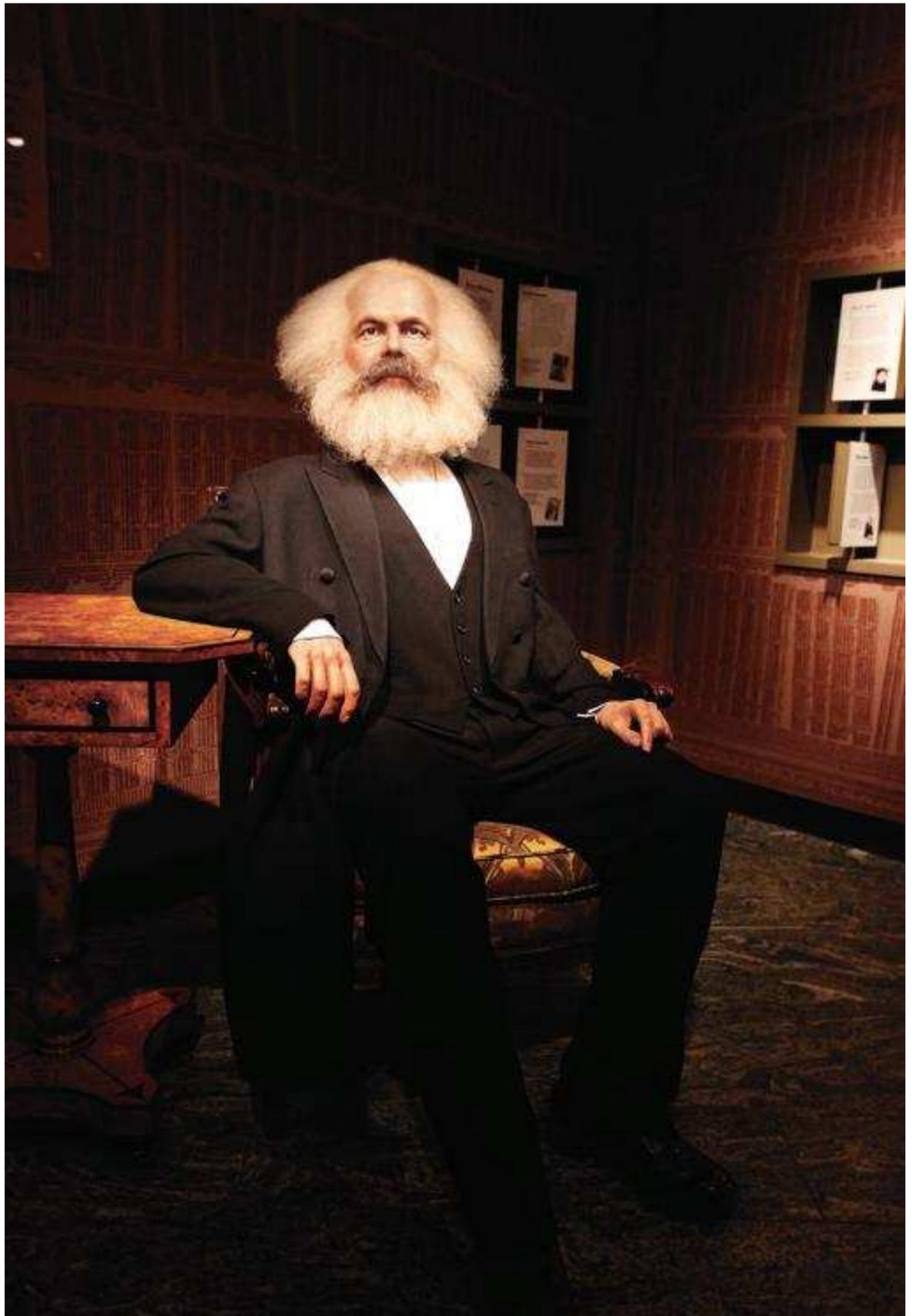


IDÉES *Le Monde*

Aux Etats-Unis,
une partie de
la jeunesse trouve
dans les idées
du philosophe
allemand des outils
pour comprendre
la société. Enquête
sur le renouveau
du marxisme au pays
du maccarthysme.

PAGES 2-3



L'effigie en cire du philosophe au Musée Madame Tussauds de Berlin. IMAGO/STUDIOX

Karl Marx

en

Amérique

Le marxisme s'épanouit aux États-Unis

La crise financière de 2008, en fissurant le rêve américain, a déclenché à gauche un mouvement de critique du capitalisme. Ce rejet du néolibéralisme met l'accent sur l'inégalité et la lutte des classes, s'appuyant sur la pensée du philosophe allemand

ANNE DUJIN

Karl Marx aurait eu 200 ans en mai. À l'heure de ce bicentenaire, toute une actualité éditoriale et événementielle revient sur la vie et l'œuvre du philosophe, aujourd'hui unanimement reconnu comme un auteur majeur, et sans doute le meilleur penseur du capitalisme. Mais qu'en est-il du Marx militant qui inspira les révolutions socialistes du XX^e siècle, celui qu'évoque Raoul Peck dans son film *Le Jeune Karl Marx* (2017) ? A-t-il encore des disciples, trente ans après la chute du rideau de fer ? La réponse est oui. Mais contre toute attente, ils ont 20 ans et ils sont... américains !

L'organisation Democratic Socialists of America (DSA), issue de la scission du Parti socialiste d'Amérique en 1973, a vu ses effectifs multipliés par quatre ces deux dernières années, dépassant les 32 000 adhérents. Considéré

jusqu'à comme représentant l'aile gauche du Parti démocrate, mais en réalité dans une situation de dépendance à son égard et donc peu radical dans ses prises de position, le mouvement a récemment été investi par de jeunes militants désireux d'écrire une nouvelle page de l'histoire de la gauche américaine, sur un ton beaucoup plus critique du capitalisme que celui de leurs prédécesseurs.

Conséquence de cet afflux, l'âge médian de ses membres est passé de 68 ans en 2013 à 33 actuellement. Alors que le qualificatif de « socialiste » effrayait leurs aînés, qui le jugeaient indissociable des régimes totalitaires du XX^e siècle, une nouvelle génération n'hésite plus à se définir comme tel, et à revendiquer une lecture « marxiste » des événements. Seth Ackerman, rédacteur en chef de la revue de gauche radicale *Jacobin*, confirme : « *Quand j'avais 20 ans [il en a 35], se déclarer socialiste relevait de l'exception. Aujourd'hui, c'est un qualificatif que de nombreux jeunes assument.* »

Dans un pays où l'anticommunisme et l'antimarxisme ont souvent paru aller de soi, comment expliquer un tel engouement ? Pour Jeffrey Isaac, professeur de sciences politiques à l'université de l'Indiana, « *cet intérêt s'inscrit évidemment dans le sillage de la grande crise qu'a connue le néolibéralisme en 2008* ». La crise financière de 2008 qui, rappelons-le, fit perdre leur maison à plusieurs millions d'Américains, a ouvert une brèche dans les consciences. S'en est suivi le mouvement Occupy Wall Street et son slogan « *Nous sommes les 99 %* », dénonçant la concentration des richesses dans les mains d'une infime minorité.

« **UN MOMENT DE CÉSURE HISTORIQUE** »

Cet élan n'a pas eu d'effet politique direct, mais beaucoup considèrent qu'il a préparé le terrain à la campagne de Bernie Sanders lors des primaires pour l'élection présidentielle de 2016, dont le ton tranchait au regard du discours traditionnel du Parti démocrate. La victoire de

Donald Trump face à Hillary Clinton acheva douloureusement la séquence. Non seulement il avait manqué à cette dernière les voix d'une partie de la gauche, qui voyait en elle la candidate de Wall Street, mais, plus perturbant encore, 8,5 millions de personnes qui, en 2012, avaient voté pour Obama apportaient quatre ans plus tard leur soutien à Donald Trump, séduits par les mesures protectionnistes de son programme et sa promesse de recréer des emplois américains. Pour toute une partie de la gauche américaine, en particulier les plus jeunes dont la conscience politique s'était formée pendant ces années de crise, preuve était faite qu'il fallait penser l'avenir autrement.

Cette mise en échec de la pensée de gauche, soupçonnée de s'être accommodée du néolibéralisme et d'avoir renoncé à en combattre les effets, nourrit le renouveau de la pensée progressiste. La philosophe Nancy Fraser remarque que la critique de l'économie politique classique y a pris une place inédite : « *Depuis les années 1970, aux États-Unis, la pensée radicale et militante s'était développée en silo, portée par des groupes aux objectifs spécifiques – le féminisme, l'écologie, le genre... Aujourd'hui, il y a une tentative de convergence de ces mobilisations dans un cadre plus large. Et la critique du néolibéralisme apparaît comme un dénominateur commun à ces groupes.* » Avec en ligne de mire la possibilité de définir de nouvelles stratégies politiques : « *Il existe des convergences entre une partie de l'électorat de Trump – si on exclut le cœur très à droite et raciste, à mon avis minoritaire – et celui de Sanders. Ce sont des gens qui rejettent le statu quo néolibéral. Je pense que l'on est à un moment de césure historique* », ajoute-t-elle.

N'en concluons pas pour autant que les États-Unis découvrent l'auteur du *Capital*. L'historien Michael Kazin, rédacteur en chef de la revue *Dissent*, rappelle que « *l'essentiel de l'œuvre de Marx était traduit en anglais vers 1920* » et que « *le marxisme a eu une influence majeure sur la vie intellectuelle américaine entre les années 1890 et 1940, aux grandes heures du Parti socialiste puis du Parti communiste, lorsque le nombre de leurs adhérents et leur influence culturelle étaient au plus haut* ». Mais la seconde guerre mondiale puis le macarthysme ont mis un coup d'arrêt à ce rayonnement. Du reste, la plupart des jeunes qui se déclarent aujourd'hui socialistes ignorent

L'engouement manifeste de la gauche intellectuelle américaine

« *La bourgeoisie du XIX^e siècle utilisait l'argument de la moralité pour assurer la dominance de classe – ce que les élites actuelles font encore.* » C'est par ces mots que commence un article de la revue américaine *Jacobin*, fondée en 2010 par de jeunes diplômés d'universités, qui compte 30 000 abonnés et attire un million de visites mensuelles sur son site. L'article procède à une analyse critique des habitudes de vie des classes supérieures aux États-Unis et en Europe. Et les compare aux comportements caractéristiques des classes bourgeoises du XIX^e siècle, à travers lesquels elles affirmaient leur supériorité morale sur le reste de la société.

Si les pratiques ont changé, affirme l'auteur, un jeune historien, le mécanisme d'imposition de la supériorité morale reste bien actif : « *Les cours de yoga, la nourriture artisanale et le parcours de candidature à l'université ont remplacé les promenades du dimanche, les cours du soir et les salons mondains. Mais ne vous y trompez pas, ils poursuivent le même but : donner au privilège de classe le visage de la vertu individuelle et, par là même, consolider la domination sociale.* » Une telle analyse s'appuie explicitement sur un certain nombre de concepts marxistes : celui de domination de classe évidemment, et celui d'idéologie – mécanisme par lequel ladite classe dominante produit des représentations qui la confortent.

Son fondateur, Bhaskar Sunkara, a présenté *Jacobin* au moment de son lancement comme une « *publication radicale* », « *largement le fait d'une jeune génération qui se sent moins liée par les paradigmes de la guerre froide que les milieux de gauche traditionnels* », représentés par des revues telles que *Dissent* ou *New Politics*. La philosophe Nancy Fraser, qui appartient à la génération de la guerre du Vietnam, abonde dans ce sens : « *Jacobin est en train d'éduquer toute une génération de jeunes gens en leur proposant une autre interprétation des événements, effectivement d'inspiration marxiste.* » Mais si ces nouveaux socialistes redécouvrent Marx, cela passe moins, selon l'historien Michael Kazin, par la lecture des textes originaux que « *par le fait d'être ouverts aux idées marxistes, telles qu'elles circulent et sont portées aujourd'hui par des figures contemporaines.* »

« **UN INTÉRÊT QUELQUE PEU ÉTRANGE** »

Car il y a bien un réinvestissement intellectuel et académique de la pensée de Marx. Le politiste Jeffrey Isaac identifie même « *un intérêt quelque peu étrange, dans le monde académique de gauche, pour le communisme lui-même* ». La parution et le relatif succès, en 2012, de *The Communist Horizon* (« *L'Horizon communiste* », Verso, non traduit en français) en est à ses yeux un symptôme : Jodi Dean, professeure de philosophie politique, y plaide pour

une remobilisation de l'idéal communiste et exhorte la gauche à sortir de « *l'accommodation mélancolique avec le capitalisme* » dans laquelle elle se serait enfermée depuis la guerre froide. Cette thèse se situe dans la droite ligne des travaux d'Alain Badiou, et notamment de son *Hypothèse communiste*. *Circonstances*, tome V (Lignes, 2009), texte qui trouva une réelle audience outre-Atlantique.

Sans aller jusqu'à l'apologie du communisme, le marxisme est également mobilisé par les chercheurs dans une perspective théorique. Michaël Kazin confirme que « *tout un champ de recherche consacré à l'histoire du capitalisme est très actif, recourant en permanence à des notions marxistes* ». Dans *Empire of Cotton. A Global History* (« *L'empire du coton. Une histoire mondiale* », Knopf, 2014, non traduit en français), l'historien Sven Beckert procède à une analyse globale de la naissance et du déploiement du capitalisme marchand puis industriel depuis le XVI^e siècle à travers un produit central : le coton. L'ouvrage, qui se réfère à des concepts tels que la plus-value, l'accumulation de capital ou l'exploitation, a été finaliste du prix Pulitzer en histoire. Un phénomène singulier au regard de ce qui s'observe en France, où les approches marxistes, si elles font leur retour en philosophie, ne sont en revanche plus légitimes. Pour l'instant. ♦ A. DN





« Karl Marx » (2016), par l'artiste polonaise Goshka Macuga. ANDREW KREPS GALLERY

En France, « un regain d'intérêt académique »

Emmanuel Renault est professeur de philosophie sociale à l'université Paris-Nanterre. Pour le bicentenaire de la naissance de l'auteur du *Capital*, il publie en anglais *Marx and Critical Theory* (« Marx et la théorie critique », Brill, à paraître le 26 juillet)

Le marxisme existe-t-il encore en France ?

Tout dépend de ce qu'on appelle le marxisme ! De la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970, le marxisme renvoyait à un mouvement politique révolutionnaire dans lequel l'organisation de la classe ouvrière par des partis de masse et des syndicats était étroitement associée à un ensemble de principes théoriques et politiques issus de Marx. Ce marxisme-là n'existe plus. Mais on n'en continue pas moins à se référer de différentes manières, théoriquement et politiquement, à Marx et à l'histoire des marxismes. On peut alors qualifier de marxistes des théories, des analyses ou des stratégies partageant l'ensemble ou certaines de six thèses fondamentales. Premièrement, la base économique des sociétés produit des effets déterminants sur l'organisation d'ensemble de la vie sociale et sur les conflits qui s'y développent. Deuxièmement, les sociétés contemporaines ont un caractère capitaliste. Troisièmement, les sociétés, aujourd'hui comme hier, sont structurées par l'opposition des intérêts des classes dominées et des classes dominantes. Quatrièmement, la politique doit être analysée, suivant une perspective réaliste, comme une lutte des classes. Cinquièmement, les classes dominantes tendent à présenter leurs intérêts particuliers comme étant conformes à l'intérêt général, selon un mécanisme auquel Marx a donné le nom d'idéologie. Il en résulte, sixièmement, qu'aucune politique émancipatrice n'est possible sans critique de l'idéologie.

Où la pensée de Marx est-elle active aujourd'hui ?

On constate un regain d'intérêt pour Marx dans l'université et dans des cercles para-académiques, en philosophie en particulier, ce dont témoigne un nombre significatif de thèses sur cet auteur. On a également vu apparaître des séminaires, des groupes de lecture et des revues organisés avec succès par des étudiants et des doctorants. Tout cela s'explique sans doute par le fait que la fin du marxisme, au sens historique du terme, a aidé à ce que Marx soit reconnu comme l'un des grands noms de l'histoire de la philosophie. Ce regain d'intérêt académique reste cependant limité puisque, dans la plupart des sciences sociales, le marxisme reste peu légitime.

Et qu'en est-il de la référence à Marx dans la vie politique et militante ?

Elle est en recul en comparaison avec les décennies précédentes. Les partis s'inscrivent dans les traditions marxistes sont très

affaiblis, alors que certains des phénomènes les plus marquants à l'extrême gauche ces dernières années, comme Notre-Dame-des-Landes, n'entretiennent pas de forts liens avec Marx. Dans le même temps, La France insoumise tend à privilégier une lecture des conflits sociaux et politiques en termes d'antagonisme du peuple et de l'oligarchie, et non plus en termes de conflit de classes. Dans une perspective marxiste, les dénonciations des élites sont insuffisantes si elles ne remontent pas aux rapports sociaux qui produisent les inégalités structurelles. En outre, ces dénonciations ont l'inconvénient de dissimuler que le peuple, ou les 99 %, qu'on oppose à l'oligarchie, ou aux 1 %, sont fracturés par des intérêts sociaux divergents. Le problème est bien qu'une partie des 99 % croit que leurs intérêts convergent avec ceux des 1 %, et il n'y a aucune raison de penser qu'ils se trompent complètement sur ce point.

Quels aspects de l'œuvre de Marx vous paraissent les plus pertinents pour penser le présent ?

Le Capital constitue une analyse inégalée du capitalisme à condition qu'on prenne au sérieux cette affirmation de sa préface : le capitalisme est « constamment pris dans un processus de mutation ». Sa théorie reste globalement pertinente, notamment lorsqu'elle nous permet de comprendre que, aujourd'hui comme hier, l'exploitation du travail reste un enjeu fondamental, mais aussi qu'elle prend des formes nouvelles : celles de l'intensification du travail par l'intermédiaire de l'évaluation individualisée des performances et de la mise en concurrence sur le lieu de travail, celles de l'extension de la durée de travail par la dissolution des limites de la journée de travail, etc. Par ailleurs, il est difficile de ne pas mobiliser les concepts d'idéologie et de lutte des classes pour décrire une politique qui justifie, par une théorie du « premier de cordée », la diminution des impôts des plus fortunés et la fragilisation des services publics de santé, de transport ou d'éducation dont bénéficient les moins fortunés. Contrairement aux idées reçues, la lutte des classes n'est pas seulement celle des classes dominées contre les classes dominantes ; c'est aussi la lutte de ces dernières pour conserver et renforcer les inégalités dont elles bénéficient, inégalités qu'elles justifient en les présentant comme étant dans l'intérêt de tous.

Mais tous les problèmes présents ne trouvent pas leur solution chez Marx. Il a principalement théorisé la domination de classe, et l'on ne peut trouver chez lui de ressources théoriques suffisantes pour faire face aux défis politiques que représente l'imbrication des dominations. Même si, par ailleurs, différentes tentatives existent en vue d'associer marxisme et écologie, sur ce point aussi, on ne peut se contenter d'actualiser Marx : on doit le compléter. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR A. DN

l'histoire du socialisme américain, dont ils connaissent à peine les grandes figures.

Nancy Fraser voit dans la faiblesse de ce regard historique un phénomène récurrent : « Pendant longtemps, je n'ai rien su de l'histoire, pourtant riche, des mobilisations de la gauche aux États-Unis. » C'est aussi vers Marx que se tourna sa génération, celle de la « nouvelle gauche » des années 1960-1970, ainsi que vers des figures marxistes telles que l'italien Antonio Gramsci et le français Louis Althusser. Mais dans une perspective très différente de celle qui anime aujourd'hui les jeunes socialistes américains. Le philosophe Dick Howard, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, se souvient des raisons qui ont poussé sa génération à lire Marx : « Nous étions les premiers représentants du baby-boom. Le monde changeait sous nos yeux. Et nous rejetions cette consommation de masse. Les écrits de jeunesse de Marx, et notamment les Manuscrits de 1844, qui explorent la notion d'aliénation, étaient très importants pour nous dans ce contexte. »

DÉNONCER LES INÉGALITÉS

Les États-Unis sont alors en guerre contre le Vietnam, le mouvement pour les droits civiques des Afro-Américains bat son plein. « Le contexte était très différent de ce qu'il est actuellement. L'anti-impérialisme, le mouvement antiguerre étaient au cœur de nos préoccupations, souligne Nancy Fraser. Surtout, la question des classes sociales n'était pas brûlante. Les travailleurs se considéraient comme faisant partie de la classe moyenne en ascension. » En revanche, « les générations d'aujourd'hui se tournent vers le marxisme pour de tout autres raisons. Elles font l'expérience de la précarité, de la dette. Le marxisme et le socialisme leur permettent de penser ces inégalités ». De fait, le rêve américain s'est dangereusement fissuré pour les millennials, nés entre 1980 et 2000. Ils gagnent en moyenne 20 % de moins que leurs parents au même âge et sont significativement endettés pour plus de la moitié d'entre eux.

L'œuvre de Marx a donc retrouvé sa fonction majeure de critique du capitalisme : elle permet à la jeunesse américaine de dénoncer des inégalités économiques et sociales perçues comme insoutenables. Mais n'est-ce pas édulcorer la pensée de Marx que de voir en lui un humaniste épris de justice sociale ? L'apport majeur de Marx à la critique du capitalisme ne fut pas de pointer les inégalités, mais de décrire

les conflits de classe qui les produisent, et d'en tirer les conséquences pratiques pour transformer l'économie et la société. Comme le rappelle Dick Howard, « pour Marx, le prolétariat n'est pas seulement une force de refus et d'indignation. Il est porteur d'un projet de société ».

Or il n'est pas certain que les jeunes socialistes américains mobilisent le marxisme comme fondement d'un projet politique nouveau. Le mouvement Occupy n'était pas sous-

« Les générations d'aujourd'hui font l'expérience de la précarité, de la dette. Le marxisme leur permet de penser ces inégalités »

NANCY FRASER
PHILOSOPHE

tendu par une approche fondée sur le conflit de classes, mais reposait sur une dénonciation de la concentration des richesses, d'une part, et sur l'exigence de renouvellement des pratiques démocratiques, d'autre part. Des thèmes qui n'appartiennent pas en propre au marxisme. Quant à Bernie Sanders, comme le rappelle Jeffrey Isaac, « il ne préconise pas l'abolition de la propriété privée dans les moyennes fortunes. Il préconise le démantèlement des grandes banques, la mise en place d'impôts sur le revenu plus progressifs et le subventionnement public des soins de santé et de l'éducation – des choses pour la plupart assez courantes en Europe ».

La jeunesse américaine n'est donc probablement pas en train de préparer la révolution, même si Seth Ackerman, de *Jacobin*, observe malicieusement : « Nos lecteurs et ceux qui se tournent vers le socialisme sont des jeunes gens éduqués, souvent très endettés, qui perdent toutes leurs illusions en arrivant sur le marché du travail. Or Lénine a bien insisté sur l'importance d'une avant-garde éclairée – et précarisée – dans le processus révolutionnaire. »

Qui sait néanmoins si cette remobilisation de la grille de lecture marxiste ne pourrait, un jour, traverser l'Atlantique et nourrir de nouvelles radicalités européennes, à la recherche d'une idéologie mobilisatrice ? L'avenir nous le dira. ♦



À LIRE

« Karl Marx. L'irréductible », hors-série « Le Monde », collection « Une vie, une œuvre », 120 p., 8,50 €, en kiosque. Réédités pour le 200^e anniversaire de la naissance du philosophe, ses textes essentiels, accompagnés des réflexions d'auteurs et de chercheurs.

TRIBUNE

Les turpitudes des sociaux-démocrates danois

PAR CARSTEN JENSEN

P our l'instant, tout ne va pas si mal pour le Parti social-démocrate danois, mieux en tout cas que pour un grand nombre d'autres formations sociales-démocrates en Europe. Le parti des travailleurs existe toujours. Certes, il ne représente plus un tiers des électeurs comme au temps de sa splendeur. Désormais, il doit se contenter d'un quart mais, au sein d'un corps électoral toujours plus fragmenté, il demeure le plus important parti du Danemark. Et si l'on demande aux sociaux-démocrates la recette de ce succès, ils répondent sans hésiter : ils ont choisi d'assumer la politique la plus à droite possible concernant les réfugiés et l'intégration. Par ailleurs, pour eux, l'alliance avec le populisme n'a rien d'un vilain petit secret. Il s'agit d'une stratégie officielle, qu'ils revendiquent haut et fort.

Pendant quatre ans, le Parti social-démocrate a gouverné le pays avec un petit parti centriste social-libéral, et sa défaite aux élections législatives de 2015, contre une coalition entre des partis bourgeois et le populiste Parti du peuple danois, fut comme le crash d'un ovni. Pendant quatre ans, ses dirigeants, en managers froids et déconnectés des réalités, avaient mené une prétendue « politique de la nécessité », imposant dans la foulée de la crise financière de 2008 des coupes claires dans le budget de l'Etat. Ils avaient entrepris de démanteler ce modèle danois si fameux à l'étranger, garant pendant de longues années de la stabilité et du bien-être social du pays. Ils ont compris trop tard que le parti était en train de se couper de

ses racines populaires et, quand la défaite est venue, les deux figures-clés du parti, la première ministre et le ministre des finances, ont abandonné la politique danoise au profit de postes lucratifs à l'étranger.

Les hommes et les femmes de la défaite ont pris acte. L'éminence grise du parti, Henrik Sass Larsen, est un populiste-né, antimondialisation, qui pense et parle comme Donald Trump. La nouvelle dirigeante des sociaux-démocrates, Mette Frederiksen, a redécouvert ses racines ouvrières et se présente désormais comme une fille du peuple. La politique sociale est de nouveau au cœur des débats.

EUROSCEPTICISME

Pourtant, ce n'est qu'en de rares occasions que le Parti social-démocrate s'oppose au gouvernement bourgeois en place. Encore plus rarement s'oppose-t-il au populisme du Parti du peuple danois et à sa rhétorique d'extrême droite. Quand le Danemark dit non à la convention relative au statut des réfugiés de l'ONU et refuse d'accueillir son quota de 500 réfugiés, les sociaux-démocrates sont d'accord. Quand le gouvernement décide de punir deux fois plus sévèrement la criminalité dans des zones dites « ghettos » que la criminalité ethniquement danoise, on ne les entend pas protester. Quand l'infâme ministre de l'intégration, Inger Støjberg, dans l'exercice défailant de ses fonctions, enfreint encore une fois la loi, les sociaux-démocrates sont de la partie pour lui éviter toute motion de censure. De même, quand la majorité parlementaire

adopte une déclaration controversée statuant que les migrants d'origine non occidentale ne pourront jamais être considérés comme de vrais Danois, les sociaux-démocrates le soutiennent. Le parti flirte même avec l'euroscepticisme.

Le Parti du peuple danois, lui, a désormais progressé au point d'être le deuxième parti du pays avec plus de 20 % des voix, et s'est imposé auprès d'un grand nombre d'électeurs de la social-démocratie. C'est dans les zones périphériques et auprès des personnes âgées, deux groupes sociaux qui dépendent tous deux du soutien de l'Etat-providence, que les populistes rencontrent le plus d'adhésion. C'est là, également, que les sociaux-démocrates voient une alliance possible, dans la défense de cet Etat-providence qu'ils ont d'abord abandonné et qu'ils redécouvrent aujourd'hui.

Le génie tactique du Parti du peuple danois est qu'il n'a jamais voulu, au mépris de ses électeurs, faire partie d'aucun gouvernement et apparaît toujours vierge de tout compromis. Ce sont des partenaires peu fiables, toujours prompts à de nouvelles surenchères irréalistes. Ils utilisent la même technique avec les sociaux-démocrates. Ils tendent la main aussi vite qu'ils tournent le dos.

Après leur défaite électorale, quand les sociaux-démocrates ont dû renoncer à leur politique de la nécessité technocratique, ils pouvaient aussi bien suivre le même chemin que le chef du Labour anglais, Jeremy Corbyn, que céder au populisme. Ils ont choisi cette dernière option et leurs turpitudes ne font que commencer. ♦

(Traduit du danois par Nils Ahl.)

CARSTEN JENSEN

Ecrivain-voyageur et journaliste danois. Son dernier ouvrage traduit en français est le roman *La Première Pierre* (Phébus, 2017).

backlash

GARE AU RETOUR DE BÂTON APRÈS #METOO!

R rien n'abîme davantage les pétales masculins que la plus légère ondée féministe : à chaque progrès vers la justice sociale correspondrait une revanche, souvent brutale, des dominants, lit-on dans *Backlash*. *La guerre froide contre les femmes*. Cet essai retentissant de Susan Faludi, publié en 1991 et traduit en français en 1993 (éditions Des Femmes), interroge en effet une « excessive réactivité des hommes aux victoires les plus microscopiques des femmes ». Ses sept cents pages posent ainsi un regard rétrospectif sur les deux décennies précédant leur écriture, aussi riches en avancées pour les droits des femmes qu'en régressions. Car si les années 1970, aux Etats-Unis, ont vu fleurir des progrès sur les fronts de l'emploi féminin et du contrôle des naissances, les repréailles ne se sont pas fait attendre : elles se sont traduites, dans les années 1980, par des mesures concrètes, comme le vote de réglementations draconiennes sur l'emploi des femmes ou l'interruption de la recherche sur la contraception.

Dans son ouvrage, l'ancienne journaliste du *Wall Street Journal*, récipiendaire du prix Pulitzer, compare le parcours des droits des femmes à une « valse-hésitation », tant ceux-ci sont constamment freinés par des mécanismes insidieux. Ainsi, détaille-t-elle, la société se servirait des avancées des femmes

contre elles, en tenant le féminisme pour responsable de tous les maux. Il s'agit là d'un « prix énorme que la société leur fait payer pour leur avoir accordé quelques maigres faveurs ». En effet, durant les années 1980, des études scientifiques bâclées ou mal interprétées servaient de socle à la propagation de mythes pernicioseux : fausses couches, enfants mort-nés ou prématurés, voilà ce qui attendrait les femmes actives, des « arrivistes » aux « ambitions égoïstes ». De plus, les femmes célibataires et émancipées seraient davantage sujettes à la maladie mentale et à l'infertilité. Autant de fables propagées par une administration Reagan sous influence de la nouvelle droite, courant conservateur chez les républicains : il s'agit de dissuader le divorce et l'avortement au profit de campagnes natalistes de « défense de la famille ». Pour les Américaines, « quel est le message sous-jacent ? Rentrez chez vous », résume Faludi. La presse relaie ce discours rétrograde : après avoir soutenu le mouvement des droits des femmes, elle le décrédibilisera avec la même ardeur. En 1975, déjà, les médias adoptaient une stratégie visant à neutraliser le féminisme tout en l'utilisant à des fins commerciales : « Les femmes seraient désormais égales et n'ont plus besoin de nouveaux droits, mais de nouveaux modes de vie », pouvait-on lire à l'époque. « Le pseudo-féminisme

enthousiaste [des médias] disparaît soudain dans les années 1980. La marche funèbre commence : le féminisme est mort, lit-on partout en "une". »

Cette offensive réactionnaire, alimentée par l'inquiétude d'une érosion du pouvoir masculin, a beau être un phénomène récurrent, elle est pourtant « passée pratiquement inaperçue », s'étonne Susan Faludi. D'autant qu'elle avait déjà eu lieu au sortir de la seconde guerre mondiale alors que, en l'absence des soldats au front, un nombre record de femmes avait accédé à des emplois : l'après-guerre marquera un tournant répressif, substituant à la femme indépendante la figure de la pimpante ménagère de banlieue.

« MOUVEMENT RÉACTIONNAIRE »

Texte essentiel, en ce qu'il souligne le caractère cyclique de ces retours de bâton, *Backlash* éclaire d'un jour nouveau la période actuelle. Considéré comme un classique du corpus féministe, l'ouvrage est d'ailleurs fréquemment cité lors de débats aux Etats-Unis, y compris par l'essayiste star Rebecca Solnit (*Ces hommes qui m'expliquent la vie*, Editions de l'Olivier, 176 pages, 16 euros). De son côté, Susan Faludi s'exprime désormais essentiellement sur le sort des personnes trans dans l'Amérique de Donald Trump : son dernier livre paru, *Dans la chambre*

noire (Fayard, 464 pages, 22 euros), est un portrait de son père, devenu femme trans.

De notre côté de l'Atlantique, en revanche, l'influence de la pensée de Faludi reste tenue bien qu'encore d'actualité, estime Geneviève Sellier, professeure émérite en études cinématographiques à l'université Bordeaux-Montaigne, qui avait chroniqué le livre à sa sortie française, en 1993, dans *Le Monde diplomatique*. « On assiste constamment à ces backlashes, analyse-t-elle, mais sans se rendre compte qu'il s'agit d'un mouvement réactionnaire. Or, c'est cette prise de conscience qui constituait le propos de Susan Faludi. »

En ce sens, parler de « délation » à propos du mouvement #balancetonporc, présenter la tribune des cent femmes parue dans *Le Monde* comme une revendication à préserver la liberté de séduction, faire sa « une », comme *Causeur*, contre « le féminisme policier » sont autant d'exemples d'une revanche qui pointe son nez, selon elle. « Il s'agit clairement d'un backlash qui ne dit pas son nom, car quand le retour de bâton est à l'œuvre, il reste invisible pour l'opinion dominante. Bref, il ne s'agit pas de craindre les excès supposés [des mouvements des droits des femmes], mais, au contraire, de redouter que l'intérêt retombe car aucune mesure politique n'est prise. » ♦

CLÉMENTINE GALLOT

TROIS
QUESTIONS À
PIERRE SÉRISIER

LA SÉRIE « LA CASA DE PAPEL » INCITE-T-ELLE À LA RÉBELLION ?

1.

Vous avez qualifié la série télévisée espagnole « La Casa de Papel », d'Alex Pina, diffusée sur la plate-forme Netflix depuis décembre 2017, d'allégorie de la rébellion. Comment cela se manifeste-t-il, sur la forme et sur le fond ?
Le thème de la rébellion structure le scénario. Huit braqueurs s'enferment avec soixante-sept otages dans la Maison de la monnaie et du timbre, à Madrid, pour imprimer leur propre monnaie. Le personnage du « Professeur », cerveau du braquage qui, pendant cinq mois, forme ses coéquipiers à ce « casse du siècle », donne ses motivations : remettre en cause le fonctionnement du système économique et financier. Cette contestation très nette est inscrite au cœur des dialogues comme à travers de nombreux détails : l'utilisation récurrente de la chanson révolutionnaire italienne *Bella Ciao*, les tenues portées par les braqueurs rappelant celles des prisonniers de Guantanamo, ou leurs masques évoquant ceux des Anonymus ainsi que le visage de Salvador Dali, briseur de codes par excellence. Formellement, la construction du scénario procède elle aussi d'une rupture. Toutes les fictions de braquage obéissent à certaines normes, prenant la forme d'une lutte contre le temps. Ici, l'idée de départ est révolutionnaire : le braquage doit durer le plus longtemps possible, chaque minute gagnée permettant un tour de plus de la planche à billets.

2.

De nombreuses histoires humaines et d'amour se tissent et n'épargnent aucun personnage, rapprochant la série du soap opera. Est-ce une concession au genre ou un choix signifiant sur le plan des idées ?

Ce dispositif narratif soutient la réflexion politique de la série. Une fois enfermés dans la Maison de la monnaie et du timbre, les personnages n'ont rien d'autre à faire que d'attendre que les rotatives tournent. Ce temps libre donne lieu à l'épanouissement de relations amoureuses. Il faut occuper le terrain, mais aussi les esprits – ceux des braqueurs, des otages et de l'opinion publique, dont la gestion est pensée très en amont par le Professeur, et fait écho à l'opinion des spectateurs de la série. C'est une occupation physique, mais aussi évidemment symbolique, qui passe par une occupation des cœurs, ici exploités dans une visée politique. Cela se ressent dans les relations entre les personnages : une ligne de fracture passe parmi les prisonniers, clivés entre adhésion et condamnation au projet des braqueurs, mais aussi entre les policiers qui tentent de déjouer le plan du Professeur. L'objectif assumé des scénaristes est de semer le doute : qu'est-ce que la justice ? Y a-t-il une justice sociale ? Qui sert le droit ? Des précautions ont été prises pour éviter le jugement moral, et laisser la pensée politique séduire pleinement : personne ne doit être tué ni lésé, les braqueurs sont explicitement dépeints comme des membres d'une Espagne « d'en bas », qui revendique son droit d'exister, d'agir et d'aimer. Le message est très efficace, il a une résonance profonde avec les souffrances qu'ont connues les Espagnols sous la politique d'austérité du gouvernement de Mariano Rajoy.

3.

D'autres séries ont abordé la thématique contestataire par des approches plus détournées... Est-ce qu'une forme d'héroïsation de la contestation commence à poindre dans les séries télévisées ?

Cette question en amène une autre : jusque-là, les séries étaient-elles conservatrices ? Quand elles traitent de politique, elles essayent de le faire de manière rationnelle. *A la Maison Blanche*, *Borgen* ou *Baron noir* tentent d'exposer la mécanique politique, de peindre les rouages invisibles de la démocratie. Mais il n'y a pas de contestation de l'ordre politique et économique, pas de discours alternatif ; et, s'il existe, la fiction ne l'a pas pris en charge. En revanche, la contestation s'est réfugiée dans la dystopie : ce genre est en pleine expansion, comme si la fiction choisissait de traiter les conséquences ultimes du néolibéralisme, mais sans se poser la question du présent et de sa possible réparation. Le succès de *La Casa de Papel* tient peut-être au fait que la série prend en charge le présent et propose une utopie : une utopie de l'action tout d'abord, où les personnages ne sont pas écrasés par le poids de la société et réduits à l'impuissance. C'est le sens de ce geste presque gratuit, le montant du casse étant totalement disproportionné, inimaginable : c'est un geste symbolique de révolte contre les politiques du chiffre... Mais le braquage est aussi une utopie sociale, car les braqueurs sont égaux, liés par des relations horizontales, et forment avec les otages une petite société à reconstruire. Il reste pourtant une forme de désespoir : si cette révolte a réussi, son modèle n'est pas reproductible. ♦

PIERRE SÉRISIER

Enseignant à l'École supérieure de journalisme de Lille, auteur du blog « Le Monde des séries ».

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION DUPONT

DANS LES REVUES



PARFUM LE FÉTICHISME DU NATUREL

Connaissez-vous le paradoxe de l'odeur du magnolia ? Cette fleur blanche qui embaume au printemps fascine depuis longtemps la parfumerie. Seulement, son extrait n'ayant pas la senteur de la plante, elle n'était pas employée. Et puis, dans les années 1990, le parfumeur Maurice Roucel en introduisit, dit-il, « un poil de poil » dans Tocade, de Rochas, puis dans Faubourg, d'Hermès, et cette essence nouvelle leur a apporté « une fraîcheur, de l'ouverture, un coup de laser » ! Rien à voir avec l'odeur naturelle de la fleur, mais les grandes marques de parfum peuvent désormais faire entrer ce nom magique, magnolia, dans la composition des parfums. C'est important pour vendre des flacons au coût certain. Car, aujourd'hui, nous apprend la revue *Nez* dans son cinquième numéro, le « *fétichisme du naturel* » règne chez les amateurs de parfumerie. Le public aime à découvrir des noms évocateurs de fleurs rares – le pavot bleu de l'Himalaya dans Poème, de Lancôme – et de plantes mythiques – la vanille dans Shalimar, de Guerlain – dans la liste des ingrédients. Il croit la nature « toujours bonne » pour faire de « vrais parfums », et préfère ces appellations enchantées à celles, chimiques, en usage chez les fabricants des jus. Maurice Roucel ironise : « *La vanille se prête au rêve, la vanilline le fait tourner au cauchemar.* » Pourtant, comme le montre le passionnant dossier de *Nez*, les parfums les plus célèbres sont de véritables cocktails chimiques obtenus à la suite de distillations fractionnées, d'extractions au dioxyde de carbone, en synthétisant des molécules. C'est justement là que résident le génie et le savoir-faire des parfumeurs. Reconstituer une émotion humaine, une odeur envoûtante perdue, le parfum rare d'une fleur, grâce à leur cuisine moléculaire. ♦ F. JO. *Nez. La revue olfactive*, éd. Agent trouble, 144 p., 19,90 €, en librairie.

RAPPORT D'ÉTONNEMENT

PAR FRÉDÉRIC JOIGNOT

La grande plastification

La passion d'une époque peut devenir le drame de la suivante. Dans les années 1950, les industriels produisent en série de nouveaux objets légers et résistants, fabriqués avec une substance chimique facilement modelable : le plastique. Dans ses *Mythologies* (1957), Roland Barthes décrit l'enthousiasme pour cette « *substance alchimique* » bon marché, qui nous offre des meubles multicolores et des téléphones en bakélite, des cuisines en formica et des sacs souples imprimés. « *Pour la première fois*, écrit le philosophe, *l'artifice vise au commun, non au rare (...). Le monde entier peut être plastifié.* »

Le monde artificiel que prédisait Barthes s'est réalisé : une étude américaine publiée dans *Science Advances* en juillet 2017 estime qu'entre 1950 et 2015, 8,3 milliards de tonnes de plastique ont été produites. Conséquence, les mers et les océans, grandes poubelles du monde, ont commencé à se plastifier. Le clip de la campagne « *Plastic Ocean* », lancée le 10 avril par l'ONG Sea Shepherd, nous le rappelle. Réalisé par l'agence de communication FF New York, le film montre des raies, des tortues, des dauphins et des requins étouffant dans des vagues de plastique scintillant : il est sur YouTube et il fait peur.

Un panel de données alarmantes accompagne ces images. D'après le site Planétoscope, qui compile statistiques et données sur l'environnement, 6,5 à 8 millions de tonnes de déchets en plastique sont rejetées chaque année en mer. L'ONG Expéditions Méditerranée en danger, qui lutte contre cette pollution, estimait en 2010 que 250 milliards de micro-fragments flottaient au large des côtes françaises, italiennes et espagnoles. Le résultat est fatal : d'après Sea Shepherd, 36 % des espèces d'oiseaux de mer et 43 % des mammifères marins sont affectés par ces déchets – et pour longtemps : les polymères mettent mille ans à se dégrader entièrement.

« ESPÈCE INVASIVE »

C'est au printemps 1997, quand son bateau a été pris au cœur d'un gigantesque vortex de débris de plastique dérivant dans le pacifique Nord, que l'océanographe Charles J. Moore a découvert « *the great Pacific garbage patch* », la grande plaque d'ordures du Pacifique. On estime que sa taille dépasse aujourd'hui de six fois celle de la France, elle est appelée « le septième continent ». Cinq de ces immenses gyres de débris ont été identifiés dans les grands bassins océaniques terrestres. A entendre le capitaine Alex Cornelissen, un des dirigeants de Sea Shepherd, nous connaissons aujourd'hui une évolution que n'avait pas prévue Charles Darwin : le plastique est devenu une nouvelle « *espèce invasive* », « *en passe d'anéantir la faune océanique et de s'emparer de son habitat* ». D'après un rapport publié en 2016 par la fondation de la navigatrice britannique Ellen MacArthur, si rien ne change, les océans pourraient contenir plus de plastique que de poissons dès 2050 : le ratio était de 1 tonne de plastique pour 5 tonnes de poissons en 2014, il sera de 1 pour 3 en 2025. Alors, la « *plastisphère* » l'aura emporté sur la biosphère marine. Le plus dramatique est que, à ce jour, aucune initiative crédible n'émerge pour débarrasser les océans de ces vortex de plastique. D'après les responsables de l'ONG californienne Kaisei Project, qui s'est donné pour mission de les nettoyer et de restaurer l'écosystème océanique, « *aucune solution n'est proposée actuellement pour résoudre le problème de l'enlèvement des débris marins flottants* ». Le coût serait astronomique et il faudrait monter une coordination internationale, alors qu'aucun pays n'est prêt à s'engager. En attendant désespérément cette mobilisation, beaucoup d'écologistes pressent les industriels de passer au recyclage massif et au bioplastique. Hélas, constate le Kaisei Project, « *moins de 5 % des plastiques du monde sont recyclés* ». Quant à produire des bioplastiques à partir de maïs ou de pommes de terre, cela soulève d'énormes difficultés. Il faut réquisitionner des terres pour la monoculture, utiliser de grandes quantités d'eau. Où les trouver ? A l'heure actuelle, les bioplastiques représentent à peine 1 % des 235 millions de tonnes de plastique produites chaque année. L'effrayant clip de Sea Shepherd nous prévient : la matière artificielle qui enthousiasmait les années pop nous a entraînés dans une spirale de destruction naturelle irréversible – un des concepts majeurs au cœur du « *principe de précaution* » défini par la conférence de Rio sur la biodiversité de 1992 : « *En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures visant à prévenir la dégradation de l'environnement.* » Aujourd'hui, hélas, les certitudes sur la plastisphère s'accroissent. ♦

La concurrence sur les rails

PAR DAVID SPECTOR

Cela fait vingt ans que toutes les majorités confondues ont décidé que l'on devait ouvrir le transport ferroviaire à la concurrence et, d'ailleurs, c'est plutôt une bonne chose.

La concurrence permet de mieux faire fonctionner les choses, même si ce n'est pas un but en soi. Ces remarques d'Emmanuel Macron en réponse à une question sur la réforme de la SNCF, jeudi 12 avril sur TF1, comprennent une part de continuité et une part de nouveauté.

La continuité tient à ce que, comme c'est souvent le cas depuis vingt-cinq ans, une réforme est présentée comme une adaptation nécessaire à un contexte résultant de choix effectués au niveau européen. La part de nouveauté tient à ce que, contrairement à ce qui était devenu une figure de style dans les discours des gouvernements successifs, le président ne feint pas de regretter une contrainte européenne dans laquelle la France n'aurait aucune part.

Depuis le traité de Maastricht en 1992, on invoque les règles européennes plutôt qu'un souci de bonne gestion pour justifier une relative rigueur budgétaire. Aux chefs d'entreprise qui quémandent des subventions, les ministres des finances répondent qu'à leur grand regret, le droit communautaire interdit les aides d'Etat. A ceux qui réclament des mesures protectionnistes ou la préférence nationale pour les commandes publiques, on oppose les règles du marché unique et le monopole de la Commission européenne sur les négociations commerciales.

Cette rhétorique est fallacieuse, parce que toutes les règles européennes trouvent leur source dans des traités et directives adoptés à l'unanimité des Etats membres, donc avec l'accord de la France. Elle est hypocrite, parce que ceux qui feignent de déplorer la contrainte extérieure l'utilisent en réalité souvent pour justifier des mesures impopulaires qu'ils jugent fondées en elles-mêmes, ce qui contribue depuis longtemps à la perception du projet européen comme antidémocratique.

CHEVAL DE TROIE

Il est vrai que la construction européenne a constitué dès l'origine le cheval de Troie d'un projet de libéralisation économique. Pour les négociateurs du traité de Rome, dont beaucoup de socialistes, mais aussi pour le général de Gaulle qui l'a mis en œuvre à partir de 1958, il s'agissait de briser la résistance d'un patronat et d'une administration majoritairement protectionnistes, et d'une opinion publique méfiante, pour contraindre les entreprises à devenir plus efficaces au sein d'un marché commun où une concurrence accrue servirait d'aiguillon.

Dans les années 1960, ce relatif passage en force de la libéralisation n'a finalement pas suscité de rancœur parce que ses bénéfices sont apparus avec évidence : loin du désastre annoncé par ceux qui craignaient que les entreprises françaises soient laminées à cause de leurs coûts élevés (problème réglé par une dévaluation de 30 % en 1958), la création du marché commun a été suivie de la plus forte expansion économique de toute l'histoire de France.

Mais si l'intégration dans un marché européen unifié correspond à la volonté des dirigeants français depuis les années 1950, il n'en va pas de même des règles de concurrence au

sein de ce marché. En la matière, il s'agit moins d'un discours public hypocrite que de véritables divergences entre pays, qui s'inscrivent dans la longue durée. On les rencontre dès les années 1920. A l'époque, les ententes internationales sont la règle : dans beaucoup de marchés, les entreprises des principaux pays industrialisés forment des cartels pour se répartir les clients, fixer des quotas de production ou des prix minimaux. Quand la Société des nations se saisit du sujet, en 1927, la France prend la tête d'un groupe d'Etats favorables à la reconnaissance légale de ces ententes, alors que d'autres Etats, menés par le Royaume-Uni, s'opposent à cette reconnaissance au nom des vertus de la concurrence, contre l'avis de leurs propres entreprises qui participent à ces ententes.

L'aube de la construction européenne fait figure d'exception : lors de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la France demande l'interdiction des ententes et des abus de position dominante pour protéger les industriels français de la puissance des producteurs de la Ruhr. Mais les positions des deux pays s'inversent à la fin des années 1950, quand la question de la concurrence se pose au niveau de l'ensemble de l'économie.

Dans les premières années de la construction européenne, la France et l'Allemagne s'opposent à ce sujet. Le gouvernement allemand est inspiré par la doctrine ordolibérale, qui promeut la concurrence pour des raisons économiques et politiques : les cartels industriels, très puissants en Allemagne avant 1945, font figure de repoussoir à cause de leur rôle dans la consolidation du pouvoir nazi – notamment lors de la fatale réunion du 20 février 1933, scène d'ouverture de roman d'Eric Vuillard *L'Ordre du jour* (Actes Sud, prix Goncourt 2017). En échange de concessions sur la politique agricole commune, la France accepte en 1962 que l'application des règles de concurrence soit confiée à un commissaire indépendant plutôt qu'à un organisme intergouvernemental dont l'action serait plus souple.

Cette séquence – une résistance française à l'approfondissement des règles de concurrence, finissant par céder devant les Etats aux visées plus libérales – se répète sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui. La France bloque ainsi pendant plus de vingt ans la création d'un dispositif communautaire de contrôle des concentrations. Elle s'oppose, non à la concurrence en tant que telle, mais à la consécration de sa prééminence, qui entraverait

Libéraliser le secteur ferroviaire est une « bonne chose », affirme Emmanuel Macron. Il rompt ainsi, explique l'économiste David Spector, avec vingt-cinq ans de discours gouvernemental. Un pari osé, les bénéfices de l'opération risquant d'être peu perceptibles

la capacité de l'Etat à arbitrer de manière discrétionnaire entre la promotion de la concurrence et d'autres objectifs de la politique économique.

Depuis vingt-cinq ans, ces réticences s'expriment avant tout sur le terrain de l'ouverture à la concurrence d'activités sujettes à un monopole public. En matière d'énergie, de services postaux, de télécommunications ou de services ferroviaires, les gouvernements français tentent le plus souvent d'atténuer les directives européennes, puis de limiter et retarder leur application.

CONSÉQUENCES NÉFASTES

Cette politique a parfois des conséquences néfastes : dans les années 2000, le maintien de tarifs régulés de l'électricité inférieurs aux prix de marché, peu compatible avec la logique de la libéralisation, a conduit à un suréquipement en chauffage électrique inefficace sur le plan économique et écologique parce que générateur d'une surconsommation d'énergies fossiles.

Dans le secteur ferroviaire, les bénéfices de la libéralisation seront moins perceptibles que sur d'autres marchés. L'expérience montre que leur ampleur et même leur réalité varient sensiblement selon les pays, et que l'effet favorable de la concurrence est moins immédiatement tangible que sur d'autres marchés, même quand il est significatif. La concurrence prend souvent la forme d'appels d'offres pour désigner l'exploitant unique d'un ensemble de lignes (la concurrence pour le marché) sans que le consommateur soit confronté à un foisonnement d'offres comparable à celui qui a rendu évident pour tous l'intérêt de la libéralisation des télécommunications (avec une concurrence sur le marché). L'éventuelle baisse des coûts sous la pression de la concurrence n'est pas non plus perçue si ces coûts, avant la libéralisation, étaient supportés par les contribuables plutôt que par les usagers. Compte tenu de ces particularités sectorielles, le discours consistant à assumer la libéralisation des services ferroviaires marque donc une rupture particulièrement remarquable. ♦

DAVID SPECTOR

Spécialiste des questions d'économie industrielle et de concurrence, chargé de recherche au CNRS et professeur associé à l'École d'économie de Paris, il est notamment l'auteur de *La Gauche, la droite et le marché* (Odile Jacob, 2017).

RÉSONANCES

CLAIRE JUDE DE LARIVIÈRE, HISTORIENNE

ENQUÊTER À L'ÈRE DU BIG DATA

Facebook nous espionne ! On le savait déjà, mais les enquêtes récentes ont montré l'ampleur de la surveillance. Facebook nous manipule ! Là encore, personne n'est véritablement surpris, même si l'utilisation des données confidentielles de plus de 80 millions d'Américains durant la campagne présidentielle de 2016 a de quoi faire frémir les plus cyniques ou résignés d'entre nous. Les articles récemment publiés par plusieurs journaux, dont *The Guardian* et *The Observer* au Royaume-Uni, sont le fruit d'un travail collaboratif mené en particulier par Carole Cadwalladr, une journaliste britannique dont les investigations sont au cœur des révélations actuelles. En remontant le fil de ses textes, on voit comment son enquête s'est construite, des premiers questionnements sur l'influence des nouvelles technologies sur la démocratie – en particulier le racisme latent et répugnant des recherches suggérées par Google – jusqu'à son article, en février 2017, sur le financement de la campagne du Brexit par Robert Mercer, un milliardaire américain étrangement lié à une compagnie nommée Cambridge Analytica, elle-même impliquée dans l'élection de Donald Trump. Depuis plus de deux ans, je suis avec fascination son travail d'investigation, saisie par les parallèles évidents entre ses méthodes et celles de la démarche historique que j'applique et développe dans mes recherches. D'un article à l'autre, ses sources se multiplient et se diversifient. Les données s'accumulent : informations anecdotiques d'abord, qui deviennent des indices, puis les clés essentielles par lesquelles les scandales sont révélés.

IMMENSE PUZZLE

L'enquête sur les acteurs de cet immense puzzle rappelle comment les historiens reconstituent les configurations politiques qu'ils étudient, les réseaux de collaboration et de sociabilité sur lesquels le pouvoir se fonde. Dans le cas de Facebook, Cambridge Analytica, les campagnes de Trump et du Brexit, les milliers de photos qui circulent sur les réseaux sociaux, des cocktails à l'ambassade et des conférences pseudo-scientifiques permettent de cartographier les connexions entre les politiciens britanniques et américains, les hommes d'influence russes, les ingénieurs de la tech. Et pour les analyser, Carole Cadwalladr n'hésite pas à solliciter ses followers sur Twitter, pour l'aider à trouver des informations qu'elle sait se trouver quelque part sur le Web, ou identifier les auteurs de tel ou tel document.

Dans un article célèbre traduit par *Le Débat* en 1980, « Signes, traces, pistes », l'historien italien Carlo Ginzburg comparait la pratique historique à celle des détectives – ce bon vieux Sherlock Holmes par exemple – et identifiait la naissance du « paradigme de l'indice » à la fin du XIX^e siècle. Ce modèle explicatif, certes inscrit dans une longue généalogie, se fondait sur l'interprétation des empreintes et des symptômes, dans les sciences humaines comme dans la psychanalyse qui se constituaient alors, en faisant de l'indice ce qui permet de comprendre le sens du monde.

Or une ère nouvelle s'ouvre, nous dit-on : celle du big data et des immenses bases de données qui rassemblent et relient les innombrables traces que nous laissons sur Internet – ces mêmes données que les compagnies exploitent plus ou moins légalement pour cibler les contenus des publicités et les informations que les réseaux sociaux nous donnent à lire, façonnant nos émotions et nos opinions. En histoire également, certains voient dans ces réservoirs de données et dans le traitement informatique des archives se dessiner la voie d'une nouvelle méthode et d'un nouveau paradigme.

Pourtant, la vertu des investigations récemment menées par la presse est de montrer combien la vérité se niche dans les indices et les microdétails, plutôt que dans de formidables capacités de calcul du big data. Ce ne sont pas quelques algorithmes compliqués qui révèlent magiquement le sens caché du monde et l'identité de ceux qui cherchent à le gouverner. Dans l'investigation journalistique comme dans la démarche historique, l'hypothèse et la déduction, la coagulation des preuves, l'attention au détail, le sens critique et la capacité interprétative – des qualités bien humaines que les ordinateurs peineront toujours à reproduire – restent bien là où se trouve la vérité. ♦

CLAIRE JUDE DE LARIVIÈRE

Historienne (université de Toulouse), spécialiste de l'histoire du Moyen Âge et de la Renaissance.

Christophe Prochasson

Comprendre le monde sans le fuir



OLIVIER DANGLA

Historien du socialisme, le nouveau président de l'École des hautes études en sciences sociales, qui a conseillé François Hollande, souhaite que la recherche nourrisse le débat public

CATHERINE PORTEVIN

Vous contemplez la plus belle vue de Paris!», avait-il promis, comme s'il voulait d'abord nous faire sentir le génie du lieu. Certes, depuis son bureau présidentiel, au dernier étage de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), la vue est imprenable sur les toits du 6^e arrondissement de Paris. Mais plus remarquables encore sont les deux affiches placardées au mur, que l'historien Christophe Prochasson ne se lasse pas de commenter.

La première date de 1948 et donne le programme de la toute nouvelle VI^e section « Sciences économiques et sociales » de l'École pratique des hautes études. Avec les cours de Lucien Febvre, président – le fondateur, avec Marc Bloch, de la revue *Annales* –, Fernand Braudel,

André Leroi-Gourhan, Claude Lévi-Strauss, Ernest Labrousse... La seconde donne celui de l'année universitaire 1975-1976, qui inaugure l'École des hautes études en sciences sociales, créée par l'autonomie de cette VI^e section, avec les séminaires de Jacques Le Goff, président, François Furet, Marc Augé, Raymond Aron, Pierre Bourdieu, Françoise Héritier, Nicole Loraux, Pierre Vidal-Naquet... Tous les grands noms des sciences humaines françaises du XX^e siècle, reconnus dans le monde: la voilà, la plus belle vue de Paris, voilà le génie du lieu. Le nouveau président, élu en novembre 2017 par l'assemblée générale de ses pairs, n'en est que l'hôte. S'il aime recevoir « au 54 » (du boulevard Raspail), c'est en se situant d'emblée dans un arbre généalogique plus grand que lui.

A ce sens de l'histoire, Christophe Prochasson ajoute un lien intime: « Je dois tout à cette mai-

son, jusqu'aux recoins de ma vie personnelle, confie-t-il. L'EHESS, c'est pour moi le lieu par excellence de la liberté intellectuelle. » Normailien, il y est entré en 1991, son doctorat d'histoire contemporaine en poche sur, déjà, le rôle des intellectuels dans le socialisme de 1900 à 1920. Maître de conférences à 32 ans, président à 58, sera-t-il « le gardien de la vieille maison », comme se disait Léon Blum pour la SFIO après le congrès de Tours, en 1920? Voire...

Le parcours de Christophe Prochasson ressemble à celui du bon élève, honnête, doué et travailleur, qui trace un sillon d'une rectitude parfaite. Il est né en 1959, quasiment dans l'école de la III^e République: ses parents, instituteurs, ont achevé leur carrière, l'une principale adjointe de collège, l'autre directeur d'école primaire. C'est une famille de gauche, à l'époque où cela signifiait avoir la passion de la discussion politique.

DOUBLE HÉRITAGE

Lycéen, il étudie le marxisme-léninisme avec ses copains, suit les manifs en joyeux camarade, préfère parler et affûter l'argument que faire le coup de poing, croit mordicus – aujourd'hui encore – que les idées changent le monde, hésite entre l'histoire et la philo. Sa professeure de philosophie lui offrira *Le Capital*, de Marx, quand il sera reçu premier à l'agrégation d'histoire quelques années plus tard.

A 18 ans, il lit *Les Socialistes, les communistes et les autres*, de Jean-Pierre Chevènement (Aubier Montaigne, 1977), y reconnaît une voie pour dépasser la scission de la gauche, écrit à l'auteur, adhère à son mouvement, le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (Ceres), classé alors à l'aile gauche du PS. S'il n'a pas suivi Chevènement au-delà des années 1990, et a quitté le PS en 1993, l'on peut dire qu'études, recherche et éducation demeurent les missions qu'il s'est choisies. Et il devient l'un des historiens du socialisme les plus érudits, avec notamment son premier grand ouvrage, *Les Intellectuels et le socialisme, XIX^e-XX^e siècle* (Plon, 1997).

Il garde un intérêt de cœur pour le mouvement social et pour les utopistes d'avant le marxisme, dont témoigne notamment la biographie *Saint-Simon ou l'anti-Marx* (Perrin, 2005). Et un intérêt de raison pour les désenchantés d'après, avec sa biographie intellectuelle de François Furet (*Les Chemins de la mélancolie*, Stock, 2013), cet historien de la Révolution « converti » à la deuxième gauche de la social-démocratie. Christophe Prochasson concilie ces deux héritages intellectuels, on ne le lui pardonne pas toujours; c'est peut-être aussi ce qui l'a préservé des dérives néoconservatrices de bien des intellectuels de gauche.

Il a fait sien la maxime de Bergson: « *Agir en homme de pensée et penser en homme d'action.* » Derrière ses airs de premier communiant, sa courtoisie impeccable et son art raisonnable de la synthèse, sa curiosité est

insatiable, son humour ravageur et son goût des aventures collectives immodéré. Il peut passer ses week-ends à réécouter Brassens pour un article sur « Chanter à gauche? », voire entonner lui-même, sur France Culture, *Dans l'eau de la claire fontaine*. Le lendemain, il aura de longues conversations avec le député socialiste Boris Vallaud sur la refondation du PS.

Juste après l'élection présidentielle de 2002 avec Jean-Marie Le Pen disqualifiant Lionel Jospin au premier tour, il a ouvert, avec son collègue l'historien Vincent Declercq, une sorte de « séminaire d'urgence » à l'EHESS sur le thème de « l'événement ». Avec le même complice, il a produit en 2007 un substantiel *Dictionnaire critique de la République* (Flammarion, 2002), comme une réponse différée aux *Lieux de Mémoire*, dirigé Pierre Nora (Gallimard, 1984-1992), qui inaugurerait une nostalgie de la nation.

Le président de l'EHESS entend remettre la recherche dans le débat public, renouant avec la tradition transdisciplinaire de l'institution scientifique: ce seront de grands débats, à l'heure du déjeuner, ouverts aux chercheurs de l'école mais aussi à des journalistes, des politiques, des acteurs associatifs; ou bien le projet d'un festival d'idées à Marseille, où siège une antenne de l'EHESS. Christophe Prochasson est plein de conviction pour faire valoir la « mission émancipatrice » des sciences sociales.

Pour lui, cela signifie rompre avec « la logique de l'expertise », qui exige de l'histoire ou de l'anthropologie qu'elles apportent des solutions aux problèmes sociaux; mais aussi « sortir des engagements militants » qui se sont réfugiés sur les campus à mesure que le débat politique et médiatique s'est vidé de sa substance.

La « sociologie, culture de l'excuse » est certes une querelle plus politique que scientifique, les sciences sociales développant par nature une pensée critique, reconnaît Christophe Prochasson. Il n'empêche: « *Il y a une critique de la critique encore à mener* », affirme-t-il. Comment lui-même a-t-il concilié son militantisme partisan et son travail d'historien? « *Je choisis mon camp en politique, je refuse de le faire dans la recherche. Choisir son camp dans la vie intellectuelle, c'est la dévitaliser.* »

Entre 2013 et 2017, l'historien a dû pourtant se confronter à une expérience inédite pour lui: prendre une part directe au fonctionnement de cette République qu'il a tant étudiée. Il est nommé recteur de l'Académie de Caen, puis, en septembre 2015, est appelé par le président de la République François Hollande pour devenir son conseiller pour l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche.

Sa curiosité a trouvé là un formidable terrain d'observation. Et d'action. Dépourvu de cynisme, Christophe Prochasson semble, d'après ceux qui l'ont vu à l'œuvre, doté d'une qualité rare au nom galvaudé: la sincérité, une sincérité de moraliste. L'auteur de *La gauche est-elle morale?* (Flammarion, 2010) ne se prend pas au sérieux, mais la fonction, oui, qu'il endosse sans la jouer comme un rôle.

Outre un coup de foudre pour la Normandie, le recteur découvre son attachement atavique à l'éducation en rencontrant ceux qui la structurent sur un territoire: des enseignants, mais aussi des maires de village, des conducteurs de bus, des agriculteurs, des pompiers, des femmes de ménage, des cuisiniers, des artistes, des personnels administratifs, des chefs d'entreprise, des notables, des moins notables...

Bien plus hors-sol fut le décor de l'Elysée, où « *les décisions n'embrayent sur aucune réalité.* » De ces terrains, l'historien est en train d'écrire un livre, qui fait déjà la matière de son séminaire à l'EHESS: « *Intellectuels, sciences sociales et action publique.* » Ce sera une réflexion sur ce que peuvent être une « *histoire participante* » et un « *intellectuel de gouvernement.* »

« *Le chercheur est un enquêteur, un administrateur, un enseignant,* conclut-il. *J'essaye de mêler les trois et j'ai toujours aimé être un peu débordé.* » C'est dans cet esprit qu'il a négocié avec le « comité ZAD » des étudiants, le 10 avril, l'occupation de l'EHESS durant trois jours: « *J'ai trouvé des militants responsables et ouverts à la discussion,* raconte-t-il. *Je ne veux pas que l'École comme institution soit le sanctuaire de la pensée de gauche, en revanche, je suis garant de la pluralité et du débat.* » L'essentiel, ajoute-t-il, est de « *savoir qu'il n'est pas indispensable de fuir le monde pour mieux le comprendre* »... avant de partir d'un grand éclat de rire: « *Cela sent un peu l'homélie, non? C'était le prêche du père Procha!* » ♦



Dans la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), mercredi 11 avril.
STÉPHANE MAHÉ/REUTERS

Dans

Un manifestant en robe de bure brandit un tonfa. Que dit cette photographie sur les affrontements entre forces de l'ordre et zadistes à Notre-Dame-des-Landes ?

ZAD

FRÉDÉRIC JOIGNOT

Il semble tout droit sorti du jeu vidéo *Assassin's Creed*, avec ses combattants au visage masqué traversant l'histoire. Il rappelle un moine soldat du Moyen Âge, templier ou chevalier de Malte chargé de protéger les croisés en Terre sainte. Ou peut-être participe-t-il à un jeu de rôle médiéval inspiré de *Game of Thrones*? Mais non. Nous sommes mercredi 11 avril, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, près de la fameuse « route des chicanes », la D281, où les forces de l'ordre ont pris position.

Toute la journée, elles se sont affrontées avec les zadistes, envoyant des grenades lacrymogènes à ceux qui résistaient pied à pied. Stéphane Mahé, le photographe de Reuters qui a pris cette image, raconte. « Soudain, ce personnage est sorti des sous-bois. Il s'est posté face aux policiers dans cette posture, brandissant un tonfa. Il les a défiés, malgré le grenadage, puis il est reparti. »

Qui est-il? Stéphane Mahé l'ignore. Mais il dit l'avoir vu plusieurs fois immobile au milieu des manifestants, dans cette robe de moine, le visage invisible, la matraque dressée. « Il apparaît de temps en temps, prend cette pose, montre son trophée. Parfois il crie quelque chose, je n'ai jamais compris quoi. Et puis, il disparaît. »

« UN ACTE DE RÉSISTANCE »

D'après des témoignages publiés sur le site de *Reporterre*, c'est ce 11 avril, à 8 h 30, que le manifestant en robe de bure a récupéré le tonfa. Embusqué avec d'autres dans un champ, il a lancé trois seaux d'eau sur un groupe de gendarmes, leur criant : « Un baptême au nom de la ZAD ! » Les militaires ont riposté avec leurs bombes lacrymogènes, puis se sont éloignés précipitamment. L'un d'eux a alors perdu sa matraque, que le zadiste moine a récupérée au milieu des vivats.

Depuis, il provoque les policiers et se laisse photographier. Que veut-il symboliser avec cette tenue de moine? « Cela reste un mystère pour

moi, répond le photographe. Mais c'est un acte de résistance. Il porte un bouclier, peut-être un couvercle de poubelle, et se dresse face aux gendarmes pour laisser l'image d'un combattant sans peur, qui défend sa cause jusqu'au bout. » Stéphane Mahé insiste sur son courage – une demi-heure après la prise de cette photo, des grenades ont blessé aux jambes son confrère de l'AFP –, dans un contexte qu'il considère de grande violence.

C'est aussi l'avis de Geneviève Prouvost, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales, spécialisée dans l'étude des mouvements alternatifs. Le 16 avril, elle revenait de la ZAD « dans un état de choc profond ». A l'entendre, « l'Etat a lancé une guerre militaire en totale irresponsabilité contre des civils ». Sa première réaction devant cette photo: on ne voit pas la troupe en face, que le manifestant défie: « Il n'a qu'un bouclier en tôle face à des blindés, cent gendarmes mobiles bottés, casqués, surarmés, déclenchant un tir nourri de grenades lacrymogènes, assourdissantes, à effet de souffle, et de Flash-Ball. Cette image ne permet pas de comprendre combien le rapport de force est totalement inéquitable et le tonfa bien dérisoire. »

Pour la sociologue, « les grenades non létales, parfois lancées à tir tendu, peuvent à tout moment atterrir dans la capuche de ce jeune homme et défigurer ce visage invisible. L'Etat n'a à l'évidence pas tiré les leçons de la mort de Rémi Fraisse [tué en octobre 2014 d'un tir de grenade offensive lors des manifestations contre le projet de barrage de Sivens, dans le Tarn] et va rapidement devoir répondre de milliers de témoignages accusatoires ». Elle craint que cette photo, sortie de son contexte, fasse passer les défenseurs de la ZAD « pour des fanatiques ou pour des fous », ou pour « des professionnels de la confrontation », alors même que c'est « bras levés, les mains nues » que des milliers de gens viennent désormais sur place pour que « ce lieu d'expérimentation vive ». ♦